



CAUSES & ENJEUX DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Ce document contient la transcription textuelle d'une vidéo du MOOC « Causes et enjeux du changement climatique ». Ce n'est donc pas un cours écrit au sens propre du terme ; le choix des mots, l'articulation des idées et l'absence de chapitrage sont propres aux interventions orales des auteurs.

L'Accord de Paris sur le climat - de la COP21 à la transformation du monde

Teresa RIBEIRA

Directrice de l'IDDRI

Qu'est-ce qu'il faut retenir de l'accord de Paris sur le climat, adopté lors de la COP21 qui s'est déroulée en décembre 2015 ?

Il faut dire, en premier lieu, que c'est un accord innovant, universel et solidaire. On savait tous que la transformation de nos économies et de notre modèle de développement, était inévitable pour assurer la prospérité les toutes les personnes du monde, dans un contexte où le climat est indispensable. C'est un problème global auquel la réponse sera collective, mais on ne sait pas comment faire. On n'a pas tous les éléments. On n'a pas de mode d'emploi qui nous explique comment faire. C'est pour ça qu'on a réussi à avoir un engagement de chaque pays. Chaque pays s'engage, dans la mesure de ses capacités, et grâce à la coopération internationale, basée sur un principe de solidarité avec les collectifs qui sont les plus vulnérables aux changements climatiques. Les pays développés doivent aller plus vite dans la décarbonation et les pays en voie de développement doivent converger au fil du temps.

Deuxième élément très intéressant de l'accord de Paris, il y a un horizon de long terme. Il y a une ambition sur où est-ce que nous voulons être d'ici quelques décennies ? Un objectif, un agenda collectif pour assurer qu'on s'engage à contenir la hausse des températures bien en deçà de 2 degrés centigrades et s'efforcer de la limiter à 1,5. Ça veut dire qu'il faut développer des trajectoires pour atteindre la neutralité carbone dans la seconde moitié du siècle, et de le faire d'une manière collective, avec l'action de tous les pays et de tous les acteurs.

Troisième élément très intéressant, c'est un accord dynamique. Aujourd'hui, on a mis sur la table les contributions des pays sur comment faire des efforts pour décarboner leur économie, mais il faut assurer que le bilan mondial, que nous faisons d'une manière régulière, nous permette d'aller au-delà de ce qu'on a dit aujourd'hui. Car on sait bien que ce que nous avons dit aujourd'hui ne suffit pas à arriver à cette neutralité de carbone que nous avons mis dans l'agenda collectif comme un engagement de l'humanité. On doit faire ce bilan tous les 5 ans et présenter des contributions plus ambitieuses. On ne peut pas revenir en arrière. On doit toujours aller au-delà de ce qu'on a déjà dit.

L'élément qui montre ces capacités d'apprentissage collectif, ce partage des risques, s'est basé sur un acteur contraignant qui développe des éléments de transparence, qui pourra faire monter la confiance sur notre capacité collective à agir sur l'efficacité de nos actions. Il faut penser que c'est seulement si on arrive à développer cette capacité collective, qu'on arrivera à réussir cet objectif commun.

L'élément le plus surprenant de l'accord de Paris, c'est son dynamisme. Il y a une dynamique internationale sans précédent. On a réussi à avoir 162 contributions nationales en très peu de temps. On a aussi réussi à avoir 143 ratifications du traité international à toute vitesse, juste après l'adoption en décembre 2015, en permettant que l'entrée en vigueur de l'accord ait lieu en moins d'un an après son adoption. C'est quelque chose qui pourrait nous faire penser que l'accord est fait, que l'action est déjà sur place, qu'il n'y a rien d'autre à faire. Pas du tout. L'accord de Paris nous propose une plateforme pour cette gouvernance mondiale de l'action sur le climat, mais il a besoin d'être développé.

On a une période clé en face de nous pour nous assurer que tous les éléments de l'opérationnalisation de l'accord de Paris sont mis en place. La première chose qu'on doit faire est de développer l'ensemble des règles qui doivent être finalisées autour de 2018 pour assurer ces systèmes dynamiques, pour assurer ces systèmes de rattrapages dans les années qui viennent. On doit aussi être sûrs de la capacité des systèmes financiers globaux pour développer, pour montrer notre solidarité, pour assurer les financements d'un modèle de développement différent dans les pays les plus vulnérables qui se sont engagés vers un modèle de développement beaucoup plus cohérent avec les besoins du climat. En 2018, on va commencer à faire ce premier bilan mondial sur ce qui fonctionne, sur ce qui ne fonctionne pas, comment renforcer ce qui fonctionne, comment corriger ce qui ne fonctionne pas. On lance un élan politique pour assurer la continuation de l'action collective autour du climat, qui va nous permettre de répondre à la promesse faite à Paris. Pour l'instant, on a annoncé pas mal d'actions, mais ce n'est pas encore une loi, mais c'est en projet. Assurer cette capacité de rattrapage et d'accélération de l'action est absolument clé.

C'est vrai que le monde a changé. Il a changé dans une période très courte. Aujourd'hui, ce n'est plus une question Nord-Sud, c'est une question de réponse collective, avec des moyens différents. Aujourd'hui, ce n'est plus quelque chose qui doit compter sur l'action des états et

tout le reste des acteurs privés n'en ont rien à faire. C'est tout le contraire. On sait bien que les stratégies de développement économique sont quelque chose qui doit être cohérent avec les stratégies, les actions sur le climat, avec les limites physiques et chimiques de nos écosystèmes et de notre système climatique. Autrement, il n'y aura pas de développement. Il n'y aura pas prospérité. Il n'y aura pas non plus la capacité de vivre ensemble dans un contexte interdépendant et multipolaire comme celui qui représente le monde. C'est aussi quelque chose qui fait partie des décisions des investisseurs du monde financier. C'est aussi quelque chose qui est déjà présent dans la compréhension de quels sont les profits, les coûts, les expectatives de retour de n'importe quel investissement. C'est pour ça que le monde financier est décidé à être beaucoup plus au courant, à comprendre beaucoup mieux quels sont les risques climatiques des décisions, et à quel point une intensité carbone et la prise en considération des impacts d'un climat différent sur les infrastructures physiques, qu'ils doivent donner en retour, sont importantes dans leurs prises de décisions, dans leur système de mesure des risques. C'est quelque chose qui est présent partout. C'est quelque chose qui nous amène dans un monde de responsabilité partagée, où chacun, à son niveau, doit prendre des actions, doit être en accord avec ses décisions. Ce n'est plus une question de gouvernement national, c'est aussi la question des villes, c'est la question des entreprises, c'est la question des associations, des individus, des valeurs de chacun parmi nous comme citoyen, comme consommateur. C'est aussi une question qui touche tous les secteurs de la décision publique et privée.

Quand on parle d'action sur le climat, ce n'est pas une question d'innovation, ce n'est pas seulement une question de science des climats, c'est une question qui doit toucher les décisions autour de l'énergie, autour des transports, autour des modèles urbains, autour des infrastructures, de l'agriculture, des forêts, de l'utilisation des sols, des systèmes fiscaux. C'est quelque chose qui doit être factorisé, qui doit être introduit dans n'importe quelle décision collective et privée, du monde du 21ème siècle.